

N° 4707²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2000-2001

PROJET DE LOI

**relatif à la charge de la preuve dans les cas de
discrimination fondée sur le sexe**

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Avis de la Chambre des Employés privés (9.11.2000)	1
2) Avis de la Chambre d'Agriculture.....	2
– Dépêche du Président de la Chambre d'Agriculture à la Ministre de la Promotion féminine (10.11.2000).....	2

*

AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES

(9.11.2000)

Par lettre du 26 septembre 2000, réf. 881, Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion Féminine, a soumis le projet de loi sous rubrique à l'avis de la Chambre des Employés Privés.

1. Ledit projet a pour objet de transposer en droit luxembourgeois une directive européenne de 1997 relative à la charge de la preuve dans les cas de discrimination sexuelle.

Il définit en premier lieu la notion de discrimination indirecte jusque-là inconnue en droit luxembourgeois. Il s'agit d'une disposition, d'un critère ou d'une pratique apparemment neutres, mais qui affectent un nombre plus élevé de personnes d'un sexe.

Cependant, si cette disposition, ce critère ou cette pratique se justifient en raison de facteurs objectifs indépendants du sexe et s'ils sont nécessaires et appropriés, ils ne sont pas qualifiés de discriminatoires.

Le projet procède en deuxième lieu à l'introduction du système de la preuve partagée dans les cas se fondant sur une situation de discrimination sexuelle.

En vertu de ce système, la victime doit établir des faits permettant de présumer l'existence d'une discrimination sexuelle.

Si cette preuve est rapportée, il revient à l'adversaire de démontrer que la différence de traitement s'explique non pour des raisons de sexe, mais pour d'autres raisons objectives.

2. La Chambre des Employés Privés salue l'incorporation de la directive de 1997 dans notre droit national, transposition qu'elle avait d'ailleurs revendiquée dans son avis du 16 juillet 1999 relatif au projet de loi devenu plus tard la loi du 26 mai 2000 concernant le harcèlement sexuel à l'occasion des relations de travail.

Si les dispositions du projet sous avis, relatives au concept de discrimination indirecte, n'appellent pas de commentaires particuliers de la part de la CEP•L, il en est autrement en ce qui concerne le champ d'application tracé par l'article 2 du projet.

3. Cet article procède à une énumération limitative des textes de loi et de règlement à propos desquels le nouveau système du partage de la preuve est susceptible de s'appliquer.

La Chambre des Employés Privés constate que la loi précitée du 26 mai 2000 n'est pas reprise dans cette liste, alors qu'il est pourtant stipulé expressément dans cette loi que:

„le harcèlement sexuel à l'occasion des relations de travail (...) est considéré comme contraire au principe de l'égalité de traitement au sens des dispositions de la loi du 8 décembre 1981 relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles et les conditions de travail.“

Sans vouloir réanimer les discussions ayant entouré l'administration de la preuve en matière de harcèlement sexuel, la Chambre des Employés Privés se doit de constater que le système proposé par le projet sous avis ne pourra être tenu à l'écart dans les cas de harcèlement sexuel en raison de cette référence explicite contenue dans la loi du 26 mai 2000.

Afin que tout doute quant à l'application de la future loi aux cas de harcèlement sexuel soit levé, la CEP•L propose dès lors de compléter la liste prévue par l'article 2 du projet en y incluant la loi du 26 mai 2000 relative au harcèlement sexuel.

Luxembourg, le 9 novembre 2000.

Pour la Chambre des Employés Privés,

Le Directeur,
Théo WILTGEN

Le Président,
Jos KRATOCHWIL

*

AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE A LA MINISTRE DE LA PROMOTION FEMININE

(10.11.2000)

Madame la Ministre,

La Chambre d'Agriculture a analysé le projet de loi sous rubrique en sa séance plénière du 30 octobre 2000.

Elle n'a pas d'observation particulière à formuler.

Veuillez croire, Madame la Ministre, à l'expression de notre plus haute considération.

Le Secrétaire général,
Robert LEY

Le Président,
Marco GAASCH